



Copie à publier aux annexes au Moniteur belge  
après dépôt de l'acte au greffe

**Déposé / Reçu le**

**15 MAI 2019**

au greffe du tribunal de l'entreprise  
francophone de Bruxelles

Réserve  
au  
Moniteur  
belge



**\*19070016\***

N° d'entreprise : **0726. 457. 256**

**Dénomination**

(en entier) : **Indra Soluciones Tecnologías de la Información S.L.U.**

(en abrégé) :

Forme juridique : **Société étrangère**

Adresse complète du siège : **Avenida de Bruselas 35, 28108 Alcobendas, Madrid, Espagne**

Adresse de la succursale : **Indra Soluciones Tecnologías de la Información S.L.U., succursale en Belgique, Rue de Froissart 95, 1040 Bruxelles, Belgique**

**Objet de l'acte : Ouverture d'une succursale - Statuts**

Extrait de la déclaration du 3 avril 2019.

M. Antonio Mora Morando, agissant en tant qu'administrateur solidaire de Indra Soluciones Tecnologías de la Información S.L.U. (la "**Société**"), société de droit espagnol,

**I.** déclare par la présente que:

1. la dénomination sociale de la Société est Indra Soluciones Tecnologías de la Información, S.L.U.;
2. la Société est une société à responsabilité limitée unipersonnelle constituée selon le droit espagnol;
3. la Société est immatriculée au registre du commerce de Madrid sous le numéro C.I.F. B88018098;
4. le siège social de la Société est situé à Avenida de Bruselas 35, 28108 Alcobendas, Madrid, Espagne;
5. les personnes suivantes sont habilitées, agissant individuellement, à représenter la Société:
  - (i) M. Antonio Mora Morando, citoyen espagnol, élisant domicile à Avenida de Bruselas 35, 28108 Madrid, Espagne, en sa qualité d'administrateur solidaire; et
  - (ii) M. Carlos González Soria, citoyen espagnol, élisant domicile Avenida de Bruselas 35, 28108 Madrid, Espagne, en sa qualité d'administrateur solidaire;
6. une copie mise à jour et exacte de l'acte constitutif de la Société ainsi qu'une copie mise à jour et exacte des statuts coordonnés de la Société sont annexées en tant que, respectivement, Annexe A et Annexe B.

**II.** déclare par la présente que ce qui suit constitue un extrait exact des décisions de l'administrateur solidaire de la Société du 3 avril 2019:

"Premièrement.- Ouverture d'une succursale en Belgique.

L'Administrateur Solidaire décide de procéder à l'ouverture d'une succursale de la Société en Belgique appelée INDRA SOLUCIONES TECHNIQUES DE L'INFORMATION, S.L.U., succursale en Belgique (la "Succursale"), constituée conformément au droit belge et ayant son siège social à Rue de Froissart 95, 1040 Bruxelles, Belgique.

Deuxièmement.- Activités de la Succursale.

L'Administrateur Solidaire décide que les activités de la Succursale consisteront en:

1. Conception, développement, production, intégration, exploitation, maintenance, réparation et commercialisation de systèmes, solutions et produits qui utilisent les technologies de l'information et tout type de service associé.

Mentionner sur la dernière page du Volet B :

Au recto : Nom et qualité du notaire instrumentant ou de la personne ou des personnes ayant pouvoir de représenter la personne morale à l'égard des tiers

Au verso : Nom et signature (pas applicable aux actes de type « Mention »).

2. La prestation de services dans les domaines de la transformation numérique, du conseil et de la gestion, des services de conseil, de l'ingénierie technologique et de la formation en télécommunications, en informatique et en systèmes d'information.
3. La commercialisation et le développement, la promotion et l'application de tous types de composants, équipements et systèmes utilisés directement ou indirectement pour les systèmes de télécommunications et les technologies de l'information.
4. La prestation de services d'externalisation d'activités et processus relevant du domaine des communications, de la technologie de l'information et des systèmes.

Troisièmement.- Nomination du représentant légal de la Succursale.

L'Administrateur Solidaire décide de nommer Mme Begonia Pérez Chulia, citoyenne espagnole, résidant à c/ Juan José Domínguez 18, Puerta 28, 46011 Valencia, Espagne, avec numéro d'identité 20.15.28.40.-X, en tant que représentant légal de la Succursale (le "Représentant Légal") pour représenter la Succursale et être responsable de la gestion de la Succursale conformément aux facultés suivantes:

- A) Représenter la Succursale individuellement devant des tiers, pouvant exercer les fonctions qui soient inhérentes à la fonction, conformément au droit belge applicable. Le pouvoir de représentation s'étend à la sollicitation, l'exécution, la demande ou l'envoi de déclarations, d'engagements et de demandes, ainsi qu'à la signature de tout document, qu'il soit un acte notarié ou sous seing privé, nécessaire conformément aux lois et usages de la Belgique.
- B) Déterminer, convenir et appliquer les politiques commerciales relatives à la Succursale, ainsi que promouvoir les services de la Succursale, étendre ses activités, ses opérations et la gestion opérationnelle de la Succursale en vue de la réalisation de l'objectif social de la Succursale en Belgique.
- C) Conclure avec toute entité, organisme ou personne, public ou privé, tant national qu'étranger, tous types d'accords relatifs à la fourniture de biens ou à la prestation de services par la Succursale dans la limite de 1.000.000 euros.

Pour les montants dépassant la limite du point C) ci-dessus, le Représentant Légal devra agir conjointement avec l'une des personnes suivantes:

- M. Pedro García Martín, majeur, de nationalité espagnole, élisant domicile à Avenida de Bruselas 35, Alcobendas, Madrid, Espagne, avec numéro d'identité 51.37.37.65; ou
- M. Raúl Ripio Torija, majeur, de nationalité espagnole, élisant domicile à Avenida de Bruselas 35, Alcobendas, Madrid, Espagne, avec numéro d'identité 50.83.16.53.

- D) Conclure avec toute entité, organisme ou personne, public ou privé, tant national qu'étranger, agissant en tant que fournisseur ou prestataire de la Succursale, tous types d'accords pour la fourniture de biens ou la prestation de services d'un montant maximal de 100.000 euros conjointement avec M. Francisco Javier Salorio del Moral, majeur, de nationalité espagnole, élisant domicile à Avenida de Bruselas 35, Alcobendas, Madrid, Espagne, avec numéro d'identité 32.408.160-X.

Pour les montants dépassant la limite du point D) ci-dessus, le Représentant Légal devra agir conjointement avec M. Francisco Javier Argos Sánchez, majeur, de nationalité espagnole, élisant domicile à Avenida de Bruselas 35, Alcobendas, Madrid, Espagne, avec numéro d'identité 50.828.222-Q.

- E) Agir solidairement au nom de la Succursale, en exerçant les pouvoirs décrits ci-après dans la limite de 100.000 euros:

- (i) Ouvrir, utiliser, régler et annuler des comptes courants, déposer ("escrow"), d'épargne et de crédit dans une banque ou un autre établissement de crédit, sous toutes sortes de conditions, en signant à cet effet autant de documents que nécessaire ou approprié, et disposer et retirer de ceux-ci les montants au moyen de chèques, traites, reçus et ordres de virement.
- (ii) Effectuer toute sorte de paiements, en prenant les dispositions nécessaires pour s'acquitter de toutes les obligations de la Succursale et en exigeant les reçus, les lettres de paiement et les garanties en temps voulu. Finir et fixer les soldes sous quelque forme de paiement que ce soit, y compris l'octroi de prolongations, la fixation des termes et leur montant.
- (iii) Effectuer tout type de garanties et de contre-garanties en relation avec toute transaction, financière ou non, dans le cours normal des affaires.

Pour les montants dépassant la limite du point E) ci-dessus, le Représentant Légal devra agir conjointement avec l'une des personnes suivantes:

- M. José Antonio Pascual de la Cueva, majeur, de nationalité espagnole, élisant domicile à Avenida de Bruselas 35, Alcobendas, Madrid, Espagne, avec numéro d'identité 00.384.719-K; ou
- Mme María Dolores Hernández Atance, majeure, de nationalité espagnole, élisant domicile à Avenida de Bruselas 35, Alcobendas, Madrid, Espagne, avec numéro d'identité 50.820.508-F."

**STATUTS****TITRE I : DISPOSITIONS GENERALES.**

**ARTICLE 1 :** Sous la dénomination « **INDRA SOLUCIONES TECNOLOGIAS DE LA INFORMACION, S.L.** » est constituée une société commerciale à responsabilité limitée, régie par ces Statuts et, à défaut de ceux-ci, par la Loi sur les sociétés de capital, le Décret royal législatif 1/2010 du 2 juillet, et les autres dispositions légales applicables (ci-après la « Loi »).

**ARTICLE 2.** La société a pour objet la réalisation des activités suivantes : 1. La conception, le développement, la production, l'intégration, l'exploitation, l'entretien, la réparation et la commercialisation de systèmes, solutions et produits utilisant les technologies de l'information (l'informatique, l'électronique et les communications) ou une partie ou l'un de leurs composants, ainsi que tout type de service correspondant, y compris les travaux de construction nécessaires à leur installation. 2. La prestation de services en matière de transformation numérique, de conseil d'affaires et de gestion, de services de conseil et d'ingénierie technologique et de formation en télécommunications, en informatique et en systèmes de l'information, y compris l'aménagement du territoire et l'environnement ; le conseil, la commercialisation, la mise en place et la maintenance de projets dans les domaines susmentionnés ; l'élaboration et l'exécution de tout type d'étude et de projet, ainsi que la direction, l'assistance technique, le transfert de technologies, la commercialisation et la gestion de ces études, projets et activités. 3. La recherche et le développement, la promotion et l'application de toutes sortes de composants, d'équipements et de systèmes utilisés directement ou indirectement pour les télécommunications et les systèmes de technologie de l'information. 4. La promotion, la création et la participation dans des entreprises et des sociétés industrielles, commerciales, immobilières, de services et de tout autre type. 5. La prestation de services de sous-traitance des activités et des processus dans le domaine des communications, de l'informatique et des systèmes d'information. Les activités appartenant à l'objet social peuvent être exercées, dans leur intégralité ou en partie, indirectement, par la détention d'actions ou de participations dans des sociétés ayant un objet identique ou similaire. En tout état de cause, sont exclues de l'objet social toutes les activités pour lesquelles la loi impose des conditions particulières qui ne sont pas remplies par cette société. Si les dispositions légales exigent, pour l'exercice de l'une des activités constituant l'objet social, un diplôme, une autorisation administrative ou l'inscription dans les registres publics, ces activités devront être exercées par une personne dûment habilitée à cet effet et, le cas échéant, ne pourront être entamées avant que les conditions administratives exigées ne soient remplies. Si l'une des activités comprises dans l'objet social est ou pourrait être de nature professionnelle, il est entendu qu'en ce qui concerne ces activités, la fonction de la société est celle de médiateur ou d'intermédiaire dans l'exercice de ces dernières.

**ARTICLE 3.** La société est constituée pour une durée indéterminée et ses opérations débuteront le jour de la passation de l'acte.

**ARTICLE 4.** Le siège social est situé Avenida de Bruselas, 35, Alcobendas (Madrid), code postal 28108. L'organe d'administration est compétent pour déplacer le siège social sur le territoire national, ainsi que pour décider de la création, de la suppression ou du transfert des succursales.

**ARTICLE 5.** Le capital social est fixé à **VINGT-TROIS MILLIONS TROIS CENT SOIXANTE QUATORZE MILLE DEUX EUROS (23 374 002 €)**, il est entièrement souscrit et libre et divisé en **VINGT-TROIS MILLIONS TROIS CENT SOIXANTE QUATORZE MILLE DEUX (23 374 002)** parts sociales d'une valeur nominale d'UN EURO (1,00 €) chacune, toutes égales, cumulatives et indivisibles, chacune d'entre elles étant numérotée de 1 à 23 374 002, toutes deux incluses.

**TITRE II : LES PARTS SOCIALES : TRANSMISSION ET REGIME.**

**ARTICLE 6.** Chaque participation confère à son propriétaire légitime la qualité d'associé. La société tiendra un registre des associés dans lequel seront consignés la propriété initiale et les transferts successifs, volontaires ou forcés, des parts sociales, ainsi que la constitution des droits réels et autres charges y afférents. La société ne considérera comme associés que ceux étant inscrits dans ce livre. Chaque inscription contiendra l'identité et le domicile du titulaire de la part, du droit ou de la charge correspondants. Tous les associés pourront consulter le registre des associés, tenu et conservé par l'organe d'administration. L'associé et les titulaires de droits réels ou de charges sur les parts sociales ont le droit d'obtenir l'attestation des parts, droits ou charges inscrits en leur nom.

**ARTICLE 7.** La cession volontaire de parts sociales par acte "entre vifs" entre les associés sera libre, ainsi que celle effectuée au profit du conjoint, d'un ascendant ou d'un descendant de l'associé ou au profit des sociétés appartenant au même groupe que le cedant. Dans tous les autres cas, si l'un des actionnaires souhaite céder la totalité ou une partie de ses parts sociales par un acte entre vifs, il doit le notifier par écrit à l'organe d'administration en indiquant le nombre et les caractéristiques des parts sociales qu'il souhaite céder, l'identité de l'acquéreur, le prix et les autres conditions du transfert. Le transfert est soumis à l'accord de la société, qui doit être exprimé par une résolution de l'assemblée générale, après son inclusion dans l'ordre du jour, adoptée à la majorité ordinaire prévue par la loi. Le sujet doit auparavant être inscrit à l'ordre du jour. La société ne peut refuser son consentement que si elle informe le cedant, par l'intermédiaire d'un notaire, de l'identité d'un ou plusieurs associés ou tiers acquérant la totalité des parts sociales, sans qu'il ne soit nécessaire de le communiquer audit cedant s'il a participé à l'Assemblée générale ou les résolutions ont été adoptées. Les actionnaires présents à l'Assemblée Générale auront la préférence pour l'acquisition et s'il y a plusieurs actionnaires intéressés, les parts sociales seront réparties entre tous au prorata de leur participation au capital social. Le prix des parts, le mode de paiement et les autres conditions de l'opération sont ceux convenus et communiqués à la société par l'actionnaire cedant. Si la cession envisagée est à titre onéreux autre que l'achat ou à titre gratuit, le prix d'acquisition sera celui convenu d'un commun accord entre les parties et, à défaut, la juste valeur des parts au jour où la société a été informée de l'intention de cession, déterminée conformément à l'article 107 de la Loi. Une fois que l'identité de l'acquéreur ou des acquéreurs aura été communiquée par la société cedante, le document public de cession devra être établi dans le mois suivant cette communication.

Toutefois, trois mois après que la société a été informée de l'objet du transfert, si cette dernière n'a pas communiqué au cédant l'identité de l'acquéreur ou des acquéreurs, l'associé peut transférer les parts dans les conditions communiquées à la société.

**ARTICLE 8.** L'acquisition d'une part sociale par succession héréditaire confère à l'héritier ou au légataire la qualité d'associé ; toutefois, les associés survivants, à condition que ledit héritier ou légataire ne soit pas le conjoint, un ascendant ou un descendant du défunt, pourront acquérir les parts de l'associé décédé dans un délai maximum de trois mois à compter de la communication à la société de l'acquisition par voie successorale, et s'il y a plusieurs intéressés, les parts seront réparties entre tous au prorata de leur participation au capital social. L'évaluation des parts dans de tels cas sera déterminée conformément aux dispositions de la loi.

**ARTICLE 9.** En cas de copropriété d'une ou plusieurs parts sociales, les copropriétaires doivent désigner une seule personne pour exercer les droits d'associé et sont solidairement responsables envers la société des obligations découlant de cette condition. En cas d'usufruit de parts sociales, l'usufruitier a en tout état de cause droit aux dividendes convenus par la société pendant l'usufruit, mais la condition d'associé et l'exercice des autres droits inhérents à cette condition correspondent au nu-propriétaire. En cas de nantissement des parts, le propriétaire de ceux-ci est responsable de l'exercice des droits d'associé.

### **TITRE III ORGANES SOCIAUX**

#### **A) L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE :**

**ARTICLE 10.** Les associés, réunis en assemblée générale d'office convoquée, décident à la majorité des voix des questions relevant de la compétence de l'assemblée générale. Il appartient à l'Assemblée générale de délibérer et de se prononcer sur les points suivants : 1. L'approbation des comptes annuels, l'application du résultat et l'approbation de la gestion sociale. 2. La désignation et la destitution des administrateurs, des liquidateurs et, le cas échéant, des commissaires aux comptes, ainsi que l'exercice de l'action sociale de responsabilité contre ces derniers. L'autorisation accordée aux administrateurs pour exercer, pour leur propre compte ou pour le compte de tiers, le même type d'activité que celui constituant l'objet social ou une activité analogue ou complémentaire. 3. La modification des statuts, la transformation, la fusion et la scission de la société, ainsi que la cession globale de l'actif et du passif et leur dissolution. 4. Le transfert de domicile à l'étranger. 5. L'augmentation et la réduction du capital social et la suppression ou la limitation du droit de souscription ou droit préférentiel de souscription. 6. L'approbation du bilan final de liquidation. 7. Toute autre question d'ordre juridique ou statutaire.

**ARTICLE 11.** La convocation de l'assemblée générale doit être faite par les administrateurs dans les six premiers mois de chaque exercice, afin d'évaluer la gestion sociale, d'approuver, le cas échéant, les comptes de l'exercice précédent et de décider de l'application du résultat. L'organe d'administration peut également convoquer l'assemblée, chaque fois qu'il le juge nécessaire ou opportun pour les intérêts de la société, sans préjudice des cas dans lesquels, conformément à la loi, les administrateurs sont tenus de convoquer l'assemblée, ou des cas de convocation par le greffier du tribunal ou du registre du commerce. La convocation sera réalisée par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à chaque associé à l'adresse prévue à cette fin ou à l'adresse figurant au Registre des associés. La convocation contiendra le nom de la société, la date et l'heure de l'assemblée, l'ordre du jour comprenant les points à traiter ainsi que la position de la ou des personnes auteurs de la communication. Entre la convocation et la date prévue pour la réunion, il doit exister un délai d'au moins quinze jours, qui sera calculé à compter de la date à laquelle l'annonce aura été envoyée au dernier des associés. Toutefois, dans les cas de fusion, de scission, de transfert international du siège social ou de toute autre opération pour laquelle la loi fixe des règles et conditions particulières pour la convocation de l'Assemblée, celles prévues par la loi sont applicables. L'Assemblée Générale sera valablement constituée pour traiter toute affaire sans convocation préalable à condition que la totalité du capital social, présent ou représenté, soit présent et que les participants acceptent la tenue de la réunion et l'ordre du jour à l'unanimité.

**ARTICLE 12.** Tous les associés ont le droit de participer à l'assemblée générale et peuvent se faire représenter aux assemblées, condition que les dispositions légales concernant la personne des mandataires et le mode de représentation soient respectées.

**ARTICLE 13.** S'il existe un conseil d'administration, le président et le secrétaire de l'assemblée générale sont le président et le secrétaire du conseil. Dans tous les autres cas, l'Assemblée Générale sera présidée par l'associé désigné au début de l'assemblée par les participants, les fonctions de l'administrateur unique étant exercées par le secrétaire ou par la personne désignée par les participants s'il y avait plusieurs administrateurs. Le président ouvrira la séance et dirigera la discussion des points à traiter, les accords étant pris à main levée, à moins qu'un participant ne s'y oppose, auquel cas il sera procédé à un vote écrit.

**ARTICLE 14.** Les accords sociaux seront adoptés à la majorité des voix valablement exprimées, à condition qu'elles représentent au moins un tiers des voix correspondant aux actions composant le capital social. Toutefois, pour l'augmentation ou la réduction du capital et toute autre modification des statuts, ainsi que pour l'approbation de la transformation, de la fusion ou de la scission de la société et, d'une manière générale, pour les résolutions sociales visées (article 199 de la loi, la proportion légalement déclarée de voix favorables est requise. Chaque part sociale donne droit à une voix.

**ARTICLE 15.** Tous les accords sociaux devront être consignés DANS le procès-verbal, qui devra comprendre la liste des participants et devra être approuvé par l'une des procédures légalement admises. Le procès-verbal aura la force exécutoire à compter de la date de son approbation. Les administrateurs pourront exiger la présence d'un notaire public pour dresser le procès-verbal de l'assemblée. Ils seront obligés de le faire lorsque, cinq jours avant la date prévue pour l'assemblée, les associés représentant au moins cinq pour cent du capital social en feraient la demande. Dans ce cas, les accords ne seront valables que s'ils sont consignés dans un acte notarié. L'acte notarié sera considéré comme procès-verbal de l'assemblée.

#### **B) L'ORGANE D'ADMINISTRATION.**

**ARTICLE 16.** L'administration de la société peut être confiée à un seul administrateur, à plusieurs administrateurs agissant solidairement ou conjointement, ou à un conseil d'administration ; l'assemblée

générale a le pouvoir d'opter alternativement pour l'un de ces modes d'organisation de l'administration, quel qu'il soit, sans avoir à modifier les statuts. En cas de nomination de plusieurs administrateurs, conjoints ou solidaires, le nombre d'administrateurs doit être situé entre deux et cinq, sans préjudice des dispositions établies ci-après pour le Conseil d'administration.

**ARTICLE 17.** Si l'administration de la société est confiée à un conseil d'administration, celui-ci sera composé de trois à sept membres. Le Conseil s'agit parmi ses membres son Président, son Secrétaire et ses membres, ainsi que, le cas échéant, le Vice-Président et le Vice-Secrétaire, de sorte que la répartition des postes et la nomination des personnes qui les occupent soient effectuées par le Conseil lui-même, qui peut se charger de son propre fonctionnement et accepter la démission des administrateurs. Le Conseil d'administration est convoqué par son Président, ou par toute personne agissant en son nom, via une lettre adressée à chacun des membres au moins trois jours à l'avance. Les administrateurs représentant au moins un tiers des membres du Conseil peuvent le convoquer dans la localité du siège social en indiquant l'ordre du jour si, après demande auprès du président, celui-ci n'a pas convoqué l'assemblée dans un délai d'un mois sans juste motif. Toutefois, le Conseil est réputé convoqué et valablement constitué lorsque tous ses membres sont présents et en conviennent à l'unanimité. Dans tous les autres cas, après la convocation obligatoire, le Conseil est valablement constitué lorsque la moitié plus un de ses membres assiste à la réunion en personne ou représentée par un autre administrateur. La représentation est conférée à caractère spécial pour chaque réunion et par lettre adressée au président. Le président ouvre la séance et dirige la discussion des questions, les accords étant pris à main levée, à moins qu'un participant ne s'y oppose, auquel cas il est procédé à un vote écrit. Les accords sont pris à la majorité absolue des membres présents à l'assemblée. Un vote écrit sans réunion n'est valable que si aucun administrateur ne s'y oppose. Les délibérations et les résolutions du Conseil sont consignées dans un registre des procès-verbaux qui est signé par le président et le secrétaire. Le Conseil d'administration peut déléguer la totalité ou une partie de ses pouvoirs à un ou plusieurs Présidents-Directeurs Généraux, en fixant, s'il y en a plusieurs, les règles régissant leurs actions. En aucun cas, la reddition des comptes et la présentation des bilans à l'Assemblée Générale ou les pouvoirs conférés par celle-ci au Conseil ne peuvent être délégués, sauf autorisation expresse de l'Assemblée Générale. La délégation permanente de tout pouvoir du Conseil et la nomination des administrateurs devant occuper ces fonctions requièrent pour être valides le vote favorable des deux tiers des membres du Conseil et ne produisent leurs effets qu'après leur inscription au Registre du Commerce.

**ARTICLE 18.** La compétence pour la nomination des administrateurs correspond exclusivement à l'assemblée générale, sans que la condition d'associé ne soit requise pour être nommé administrateur. Les administrateurs exercent leurs fonctions pour une durée indéterminée et à titre gratuit.

**ARTICLE 19.** La représentation de la société, judiciairement et extrajudiciairement, relève de la responsabilité des administrateurs. L'attribution du pouvoir de représentation dépendra de la manière dont l'administration sociale est organisée ; les règles établies à l'article 233 de la loi sont applicables, étant entendu que dans le cas où l'administration est confiée à plusieurs administrateurs conjoints, le pouvoir de représentation est exercé conjointement par deux d'entre eux, quels qu'ils soient. La représentation s'étend à tous les actes compris dans l'objet social défini dans les statuts.

#### **TITRE IV : COMPTES ANNUELS.**

**ARTICLE 20.** Les exercices comptables commencent le premier janvier et se terminent le trente-et-un décembre de chaque année. Exceptionnellement, l'exercice correspondant à l'année de constitution de la société commence à la date du début de ses activités. Les administrateurs de la société sont tenus d'établir, dans un délai maximum de trois mois à compter de la clôture de l'exercice, les comptes annuels, le rapport de gestion et la proposition relative à l'application du résultat. Les comptes annuels (comportant le bilan, le compte des pertes et profits et le rapport annuel) et le rapport de gestion (qui doit comprendre une image fidèle de l'évolution des affaires et de la situation de la société) doivent être signés par tous les administrateurs. Si la signature de l'un d'entre eux ne figurait pas sur lesdits documents, ceci serait indiqué sur chacun des documents en question, avec indication expresse du motif de l'absence. La distribution des dividendes aux associés se fera au prorata de leur participation au capital.

#### **TITRE V : SEPARATION ET EXCLUSION DES ASSOCIES.**

**ARTICLE 21.** Les associés n'ayant pas voté en faveur de l'accord correspondant ont le droit de quitter la société dans les cas indiqués à l'article 346 de la loi. À cet effet, l'organe d'administration communique l'accord donnant lieu au droit de retrait par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à chacun des associés n'ayant pas voté en faveur de celui-ci au domicile désigné à cet effet ou au domicile inscrit au registre des associés. Le droit de retrait peut être exercé tant qu'un mois ne s'est pas écoulé depuis la réception de la communication.

**ARTICLE 22.** De même, les associés ont le droit de quitter la société dans le cas où les dividendes n'auraient pas été distribués tel que prévu à l'article 348.bis de la loi. Le délai d'exercice de ce droit est d'un mois à compter de la date de l'assemblée générale ordinaire des associés.

**ARTICLE 23.** L'exclusion de l'un des associés peut avoir lieu pour l'une des raisons légales prévues à l'article 350 de la loi, et les conditions établies par ladite loi concernant la procédure d'exclusion doivent être respectées.

#### **TITRE VI : DISSOLUTION ET FONDATION.**

**ARTICLE 24.** La société sera dissoute pour les motifs prévus par la loi et les autres lois applicables, les conditions fixées à cet effet devront être respectées et la dissolution devra être inscrite au Registre du Commerce. La dissolution de la société ouvre la période de liquidation, et les personnes étant administrateurs à ce moment-là deviendront liquidateurs, à moins que l'assemblée générale n'ait nommé d'autres administrateurs lors de la dissolution. Le pouvoir de représentation correspond à chaque liquidateur individuellement et s'étend à toutes les opérations nécessaires à la liquidation de la société, en particulier à la cession des biens sociaux.

Réservé  
au  
Moniteur  
belge



**TITRE VII : AUTRES DISPOSITIONS.**

**ARTICLE 25.** L'interdiction d'occuper des fonctions dans la Société ou, le cas échéant, de les exercer, concernant les personnes déclarées incompatibles est expressément énoncée dans la mesure et selon conditions établies par la législation en vigueur, notamment la Loi 14/1995 du 21 avril de la Communauté autonome de Madrid.

Pour extrait conforme,

Begoña Pérez Chulia  
Représentant légal

Déposés en même temps: Déclaration, Acte Constitutif, Statuts

Mentionner sur la dernière page du Volet B : **Au recto** : Nom et qualité du notaire instrumentant ou de la personne ou des personnes ayant pouvoir de représenter la personne morale à l'égard des tiers

**Au verso** : Nom et signature (pas applicable aux actes de type « Mention »).